

INITIATIVES

Célébrer l'Europe et ses valeurs

Inquiet pour l'avenir européen, un groupe d'amis franco-allemand veut organiser, entre les deux tours de l'élection présidentielle, une marche festive entre Neuf-Brisach et Breisach.

Laurent Bodin

Quand l'engagement d'un homme se mue en démarche collective, cela peut déboucher sur « Run for Europe ». Le 30 avril prochain, entre les deux tours de l'élection présidentielle française, un groupe de citoyens franco-allemand, formant une association sous l'égide de Lionel Macor, organise une marche festive entre Neuf-Brisach et Breisach en faveur de l'Europe et de ses valeurs.

Fils d'immigrés italiens né en région parisienne, Lionel Macor dirige le groupe Galopin, grosse PME mulhousienne spécialisée dans l'étalement. Mais c'est à Fribourg qu'il habite avec sa femme, de nationalité allemande, qu'il a rencontrée, il y a vingt ans, dans le cadre d'un échange Erasmus à Florence, en Italie. Leurs deux enfants ont la triple nationalité française, allemande et italienne.



Lionel Macor (à gauche) et ses amis joggeurs entendent mobiliser les europhiles le 30 avril prochain entre Neuf-Brisach et Breisach. Photo L'Alsace/Hervé Kielwasser

« Par mes origines et mon parcours, je suis un Européen convaincu. Et j'ai toujours considéré que l'Union européenne était une construction sur laquelle on ne reviendrait jamais... Avec le Brexit, puis l'élection de Trump félicitant les Britanniques et encourageant les autres peuples européens à faire de même, j'ai réalisé que je me trompais... Cette construction européenne qui, malgré ses défauts, nous assure paix et prospérité depuis 60 ans s'avère aujourd'hui fragile et menacée par la montée des nationalismes en France, en Allemagne, aux Pays-Bas... »

Une marche festive empruntant des ponts

Lionel Macor s'est donc interrogé pour savoir comment agir, au-delà de son cercle proche, pour l'Europe humaine et solidaire qu'il défend. « Le déclin a eu lieu un dimanche, lors d'un

rassemblement Pulse of Europe, à Fribourg, où nous sommes allés en famille. Chacun était invité à expliquer pourquoi il voulait défendre l'Europe. Je me suis dit : "Si je ne bouge pas et ne dis rien, mes nuits agitées par la crainte de l'éclatement de l'Europe n'auront servi à rien." J'ai donc exprimé mes doutes, mes inquiétudes et interrogations pour élargir cette réflexion au-delà des gens convaincus comme moi. C'est ainsi qu'a germé, au sein du groupe de coureurs à pied auquel j'appartiens, l'idée d'une course pour l'Europe. »

Événement apolitique, « Run for Europe » aura donc lieu le 30 avril, précisément entre les deux tours de l'élection présidentielle. C'est d'ailleurs plus une marche festive – et gratuite – qu'une course. Empruntant « des ponts construits entre des nations qui se sont très régulièrement fait la quer-

re, que l'on peut aujourd'hui franchir librement, afin d'échanger avec ses voisins », elle se déroulera entre Breisach et Neuf-Brisach, soit une boucle de 7 km.

« Revenir en arrière serait une catastrophe »

En famille, à pied, en courant ou à vélo, Lionel Macor espère compter entre 1 000 et 2 000 participants. Et au cas où la préfecture du Haut-Rhin n'autoriserait pas ce rendez-vous, il aurait lieu entre Breisach et la frontière. « La demande vient d'être adressée aux services concernés. Il n'y a pas de raison, mais le symbole n'en serait pas moins fort », note Lionel Macor qui a reçu le soutien du lycée franco-allemand de Fribourg, du mouvement Pulse of Europe, de la mairie de Breisach et de la communauté de communes Pays du Rhin Brisach.

Lionel Macor souhaite aussi mobiliser les PME locales qui, comme Galopin, « gagnent et créent des emplois grâce à l'Europe ». « Revenir en arrière serait une catastrophe économique. Cela entraînerait une paupérisation du pays et un renfermement sur soi », assure le chef d'entreprise qui a préféré organiser la marche pour l'Europe entre deux villages fortifiés où la population s'inquiète plutôt qu'entre gens convaincus de Strasbourg à Kehl.

« En France, l'idée est répandue que l'Europe est au service des Allemands. Je peux donc comprendre que l'Union semble moins attirante ici. Pourtant, ce sont d'abord les PME comme la mienne qui gagnent grâce à l'Europe, pas les grosses boîtes cotées en bourse », conclut Lionel Macor qui, à l'issue de la manifestation, envisage une chaîne humaine des deux côtés du pont au-dessus du Rhin.

Les jeunes au secours de l'UE

Michèle Marchetti

Le lycée franco-allemand de Freiburg, établissement public binationnel et biculturel, est né du traité d'amitié franco-allemand de 1963. Ses élèves vivent l'Europe au quotidien. Le climat politique actuel « anxiogène » les a guidés dans la rédaction d'un texte qui défend l'UE bec et ongles.

« On ne badine pas avec l'Union européenne. Non à l'UE, disent-ils. Et après ? Le nationalisme ? L'exclusion et l'isolationnisme ? Susciter la haine et fermer les frontières ? » Ainsi commence ce texte. Alexander Lepper a 14 ans et il est en 3^e au LFA de Freiburg. Habitant Mulhouse, la frontière, c'est deux fois par jour qu'il la franchit. « Depuis la 6^e, le bus n'a jamais été arrêté une seule fois... Si on ferme les frontières, ce sera quoi ? Des files d'attente tous les matins ? »

Berceau de la jeunesse

Les jeunes du LFA, forcément, sont plutôt pro-européens et leur conscience politique est aiguisée par des ateliers-clubs engagés, des cours d'histoire et d'instruction civique, des échanges avec leurs enseignants. C'est un prof de chimie, Guillaume Chevallier, qui a eu l'idée de ce texte pro-européen, en discutant avec une classe de 1^{re} dont les élèves se demandaient

comment réagir face au Brexit, aux mouvements anti-européens, aux idées de Marine Le Pen et à l'élection de Donald Trump. « On a invité tous les élèves, les parents, les profs... Une trentaine de personnes ont participé à une soirée de réflexion », explique Tom, un Bâlois, élève de cette classe de 1^{re}. « Puis un petit groupe d'élèves a formulé un texte, corrigé par les professeurs, validé par le conseil des parents et l'établissement. » Pour aller plus loin qu'un texte en français et en allemand, des élèves du LFA originaires d'autres pays l'ont traduit avec leur famille en anglais, mais aussi en italien, en espagnol, en portugais, et Lucile et Anna, deux autres jeunes Mulhousiennes de la classe d'Alexander, l'ont traduit respectivement en hollandais et... en russe !

Cette tribune, diffusée le plus largement possible, est un vibrant plaidoyer pour une Europe qui est le berceau de cette jeunesse. « mon entité », dira Alexander. Le texte ne ferme pas les yeux sur les imperfections de cette Europe, mais il en dresse les avantages : « L'UE protège la démocratie, la liberté de la presse, d'expression, de religion. » Le texte a été transmis à l'Élysée qui a déjà répondu que le chef de l'État assurait ces jeunes de « sa résolution à poursuivre cette ambition, de faire en sorte que l'Europe avance et qu'elle soit à la hauteur de l'idéal qu'elle incarne ».



Le groupe d'élèves ayant contribué au texte pro-européen. DR

MÉMOIRE

Mur des noms : « S'en tenir à des critères juridiques »

Soixante-douze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la polémique autour du Mur des noms témoigne de l'importance de cette période dans la mémoire régionale.

Yolande Baldewick

Comment présenter la ou les listes des quelque 52 000 victimes alsaciennes et mosellanes sur le mur des noms qui doit être construit dans la montée du Mémorial de Schirmeck ? Validée par le comité scientifique et éthique, la liste alphabétique semblait faire consensus. Ce n'est plus le cas et Philippe Richert en a tiré les conséquences, en proposant de relancer la concertation (L'Alsace de mardi).

Le président du Grand Est a promis d'être attentif à toutes les solutions, pourvu qu'elles ne rouvrent pas les plaies anciennes. « On va organiser la concertation de manière plus large », indique-t-on dans son entourage. Ainsi seront associés ceux qui se sont sentis exclus, comme la Fondation pour la mémoire de la déportation. « Il est impossible de mélanger l'histoire des différentes victimes », a prévenu son vice-président, François Amoudruz.

Bourreaux et victimes ?

« À vouloir botter les aspérités, effacer ce qui gêne ou fait honte, le Mémorial d'Alsace-Moselle risque de devenir la grande lessiveuse de l'histoire alsacienne ! », s'est indigné aussi Xavier Gillig, au nom des 42 officiers de réserve alsaciens – dont son père, Cyrille – qui avaient refusé, en 1944, d'être incorporés



Le projet de Mur des noms, présenté par les architectes de l'agence Fluor. DR

dans les Waffen SS. Tous ont été déportés à Neuengamme, avec le statut de « Nuit et Brouillard », où 22 d'entre eux sont morts. « Cette liste doit être expurgée des noms de ceux et celles qui ont été identifiés comme ayant rejoint volontairement l'opresseur, car ils ne sont pas dignes de figurer au côté de leurs victimes », exige Xavier Gillig.

En écho, le sociologue Philippe Breton affirme sur le site de l'Ovipal que « les noms de Waffen SS alsaciens impliqués dans le massacre d'Oradour seront bien gravés sur ce mur ». Il s'indigne que « la mention de l'appartenance à la Waffen SS des enrôlés de force ait disparu du fichier des noms, au prix d'une révision de l'histoire ». Pour le comité scientifique, les listes intégrales, avec les parcours des victimes, seront à la disposition des chercheurs.

Mais toutes les précisions n'apparaîtront pas sur internet et sur les bornes installées au Mémorial. En revanche, seuls les incorporés de force « morts pour la France » figureront sur le Mur des noms, excluant les engagés volontaires.

« Cette mention a pu être refusée par décision de justice. Je n'ai jamais connu d'incorporé de force volontaire pour le peloton d'exécution ! Si M. Breton connaît des cas, qu'il donne les noms... », réplique Jean-Laurent Vonau, historien du droit, auteur d'un ouvrage sur *Le Procès de Bordeaux* (éd. La Nuée Bleue). S'il conçoit de distinguer entre les victimes, il met en garde contre « les sous-catégories ». « On a travaillé à compléter et à valider ces listes pendant dix ans », assure l'ancien conseiller général qui appelle à « s'en tenir à des critères juridiques, et non pas à des critères subjectifs ».

Jean-Laurent Vonau note aussi que la présentation par catégories témoignera de la place des 31 000 Malgré-Nous morts et disparus dans l'histoire régionale. Certains visiteurs s'étonneront qu'ils sont nettement plus nombreux que les déportés, les résistants, les morts sous l'uniforme français ou les victimes des bombardements. « Mais il suffira de rentrer au Mémorial d'Alsace-Moselle pour avoir toutes les explications », observent ses responsables.

MOI, ÉLECTEUR

« C'est quoi le mérite ? »

Jusqu'au premier tour de la présidentielle, nous donnons la parole aux électeurs alsaciens. Aujourd'hui, Guillaume Raimondi, infirmier et père de deux enfants, n'est pas convaincu par le système de représentation actuel, mais il votera pour Mélenchon.

Mathieu Pfeiffer

Il reçoit, le porte-bébé calé sur le ventre. Blotti tout contre lui, Jeannot, six mois. Rien d'anodin. D'emblée, il insiste sur cette question : « Qu'est-ce qu'on va laisser à nos enfants ? » Un blanc. Guillaume Raimondi, 38 ans, et sa compagne Géraldine élèvent Coline, 2 ans et demi, et Jeannot dans un petit appartement chaleureux sur les hauteurs de Guebwiller. C'est lumineux et calme. Pas de poste de télévision – « Plus depuis l'âge de 25 ans » –, mais beaucoup de livres. Sociologie, politique, économie : Kropotkine, Bakounine, Pinçon-Charlot...

1 500 € nets par mois

Géraldine, aide-soignante, se consacre aux enfants. Lui est infirmier à l'hôpital de Guebwiller. « Là où je suis né. » Il travaille à 75 % et gagne 1 500 € nets par mois, le seul revenu de la famille avec les aides sociales. Il n'a aucune gêne à en parler : « Cela clarifie les interactions sociales. D'autres gagnent beaucoup plus. On dit qu'ils le méritent. Rémunérer le mérite, c'est compliqué... Ça veut dire quoi au juste ? Ces questions doivent être posées. Dans mon boulot, j'ai des "merci" en permanence. Ça ne fait pas tout, mais c'est important. »

En 2012, convaincu, il a voté Mélenchon. Ets' est abstenu au 2^e tour. Il s'en félicite : « Hollande, je l'avais senti venir. » Depuis, son intérêt pour la politique « classique » a décliné. « J'aimerais qu'on pense les interactions hu-



Guillaume Raimondi a déjà voté pour Jean-Luc Mélenchon en 2012. Photo DNA/J.-F. Badias

maines autrement. Élire un patriarce censé nous représenter, je n'y crois pas ! » Il ira pourtant, « parce que pour l'instant, il n'y a pas d'autre solution ».

Ce sera Mélenchon, toujours. Avec moins de conviction mais un peu d'espoir. « Il faut y croire. Un minimum. » Dans l'idéal, son candidat permettrait « au peuple de s'émanciper des élites qui ne représentent qu'elles-mêmes ». Les politiques n'y échappent pas, la presse à peine. Et, tout en haut, « les organismes bancaires, le véritable pouvoir », estime-t-il. Lui préférerait même l'anarchie. « C'est un mot systématiquement galvaudé. L'anar-

chie, ce n'est pas le désordre. C'est l'ordre, mais sans le pouvoir. » Le thé est servi. « Il faut relocaliser l'économie. Réduire la distance travail-domicile et se calmer avec cette folie qu'est la bagnole. » Le couple utilise une seule voiture. Lui circule à vélo et anime une association de promotion de la bicyclette. « On est dans le réel, on agit ! »

On lui rétorque que son récent voyage en Islande a consommé pas mal de carburant... Il sourit : « C'est vrai ! Mais je ne prétends pas être parfait. J'essaie de rapprocher mes actes de mes idées au maximum. C'est déjà pas mal. Et puis en Islande, on a tout fait en stop ! »